

LE LIVRET A DOIT-IL FINANCER LE NUCLÉAIRE ? POUR FO ÉNERGIE, C'EST NON !

Alors que l'ensemble des acteurs de la filière phosphore à la nouvelle feuille de route d'EDF depuis l'annonce de la construction de nouveaux EPR2 sur le sol français, il y a 1 an, la question du financement demeure.

Où trouver 51,7 Mrds € pour les 6 nouveaux EPR2 annoncés par le Président MACRON à Belfort ?

Depuis quelques jours, une piste étrangement familière émerge avec le recours de la Caisse des dépôts et consignations au travers de sa gestion de portefeuille du livret A.

Une première question s'impose à nous : «**Est-ce aux ménages modestes de payer le nouveau nucléaire via son épargne de précaution ou plutôt le rôle d'une entreprise énergétique nationalisée via ses profits restitués ?**»

DANS LES COULISSES DE L'ÉPARGNE DE PRÉCAUTION

La vocation du livret A est de financer essentiellement le logement en France. L'argent collecté est partiellement conservé par les banques pour leur propre activité (prêts, investissements financiers), mais environ 60 % sont déposés à la Caisse des Dépôts dans un véhicule spécifique*. Avec l'augmentation du taux à 3 %, la réserve déjà conséquente de 375 Mrds € va continuer de progresser.



Dans le même temps, les ménages rencontrent des difficultés pour se loger et isoler leurs logements.

Ce ne sont pas les Certificats d'Économie d'Énergie complexes et non ciblés ou même la prime Rénov et ses conditions liées aux revenus impossibles à tenir au regard des coûts des travaux qui résolvent véritablement ces enjeux vitaux !

Pour FO Énergie, cette épargne de précaution doit financer la Transition Énergétique au travers de l'isolation des logements via une aide directe aux ménages. Il rapporte en effet en proportion sur une année près de 2 milliards pour les épargnants, un milliard pour les banquiers. L'État, de son côté, touche près de 10 % des recettes et a un matelas de réserve de près de 10 Mrds €.

UNE FUITE EN AVANT CATASTROPHIQUE

Cette idée fait partie de la logique du démantèlement du groupe EDF. Déjà à l'époque du projet Hercule, la Caisse des dépôts se positionnait pour la partie Enedis.

Pour FO Énergie, c'est toujours la même logique libérale et le scénario doit changer. Car nous le constatons tous les jours, la libéralisation du secteur de l'énergie est un échec que personne ne semble vouloir assumer.

Et ce n'est pas un bouclier tarifaire à 280 €/MWh alors que la sortie de production du nucléaire est dans une moyenne de 60 €/MWh qui va arranger l'esprit de cohésion républicain.

De plus, si la rente nucléaire n'avait pas été dilapidée en grande partie vers les fournisseurs alternatifs au travers de l'Arenh, à raison de 3-4 Mrds €/an depuis plus de 10 ans, elle aurait pu largement financer le nouveau programme.

Et si les centrales déjà amorties sont prolongées à 60 ans, voire davantage, les profits dégagés devront financer les nouveaux moyens de production. D'ailleurs, avec la valeur du parc nucléaire sur 40 ans estimée à 450 Mrds €, il y a largement de quoi financer le nouveau nucléaire et la transition énergétique, nul besoin du livret A !

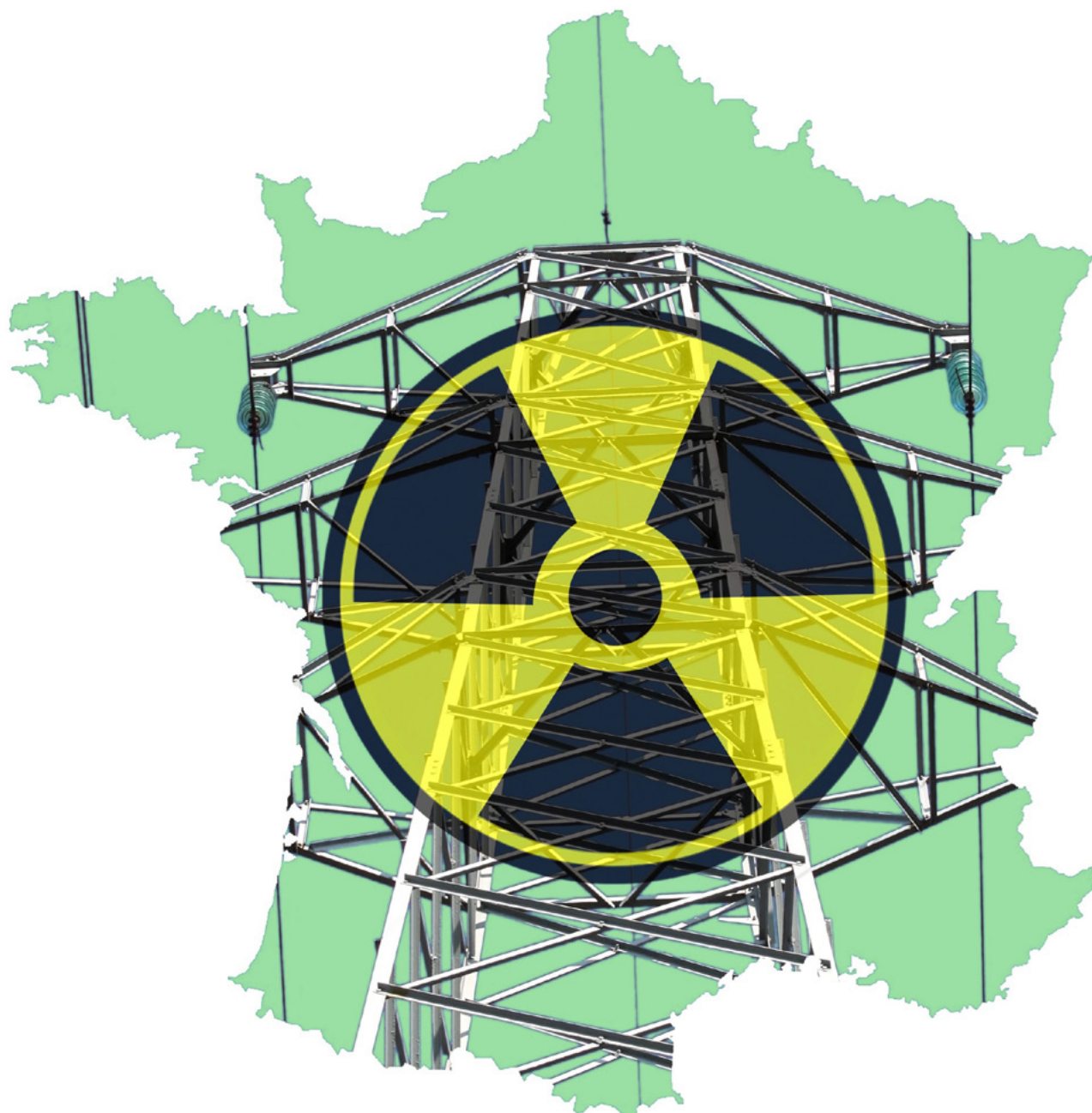
UNE SOLUTION EXISTE

Il n'est pas trop tard pour mettre un terme à la fausse concurrence dogmatique du secteur de l'énergie dont les victimes sont le contribuable, le monde artisanal, les TPE, les municipalités...

Pour cela, il faut la volonté et l'ambition politique de changer le système tout entier. Un texte de loi français peut bouger, un texte européen également afin de nous sortir de l'échec du marché de l'énergie que tous subissent à grands frais.

Certains parlementaires ont heureusement ouvert les yeux, écoutent leurs administrés et sont entrain de convaincre leurs homologues de l'impérieuse nécessité de nationaliser réellement EDF**. L'enquête publique en cours sur la perte de souveraineté énergétique de la France fait également débat.

C'est pour toutes ces raisons que FO Énergie propose la création d'un Pôle Public de l'Énergie Décarbonée.



* Ce Fonds d'épargne recueille également une partie de la collecte du LDDS, le Livret de Développement Durable et Solidaire, mais également du LEP, le Livret d'Épargne Populaire. Fin 2018, les dépôts centralisés dans le fonds d'épargne s'établissaient à 253,1 milliards d'euros, contre 243,3 milliards en 2013.

** 1^{er} vote à l'Assemblée nationale le 09.02.23 « pour la protection d'EDF contre le démantèlement »

P 2/2 **AGIR, NE PAS SUBIR !**

www.fnem-fo.org